

sitive, comme il s'agit maintenant de l'expliquer. Dans cette vaste et difficile élaboration, plus encore qu'en tout le reste de mon opération historique, j'ai dû réduire autant que possible une exposition dont le développement propre m'était interdit, en la bornant principalement à de simples assertions méthodiques, assez complètes et surtout assez liées pour que ma pensée ne fût jamais équivoque, sans pouvoir m'arrêter à aucune démonstration formelle, dont la moindre eût exigé un appareil de preuves entièrement incompatible avec la nature de ce Traité, aussi bien qu'avec ses limites nécessaires. Évidemment forcé de continuer à procéder ainsi, il faut donc, une fois pour toutes, avertir directement le lecteur que je dois ici me contenter de la simple proposition explicite du nouveau système de vues historiques qui résultent de ma théorie fondamentale de l'évolution humaine, afin que cette théorie devienne pleinement jugeable; mais sans qu'il m'appartienne d'en faire aussi la confrontation générale avec l'ensemble des faits connus, comparaison que je dois essentiellement réserver au lecteur, et d'après laquelle seule il pourra convenablement prononcer sur la principale valeur réelle de cette nouvelle philosophie historique.

CINQUANTE-QUATRIÈME LEÇON.

Appréciation générale du dernier état théologique de l'humanité : âge du monothéisme. Modification radicale du régime théologique et militaire.

Après l'indispensable assimilation préliminaire suffisamment opérée par l'extension graduelle de la domination romaine, suivant les explications du chapitre précédent, le régime monothéique était nécessairement destiné à compléter l'évolution provisoire de l'élite de l'humanité, en faisant directement produire à la philosophie théologique, dont le déclin intellectuel allait commencer, toute l'efficacité réelle que comportait sa nature, pour préparer enfin l'homme à une nouvelle vie sociale, de plus en plus conforme à notre vocation caractéristique. C'est pourquoi, quelles que soient effectivement les éminentes propriétés men-

tales du monothéisme, nous devons ici en faire précéder l'examen par l'appréciation rationnelle de son influence sociale, qui le distingue encore plus profondément, selon une marche inverse de celle qui a dû présider en-dessus à l'analyse fondamentale du système polythéique. Or, quoique la destination sociale du monothéisme se rapporte surtout à la morale bien plus même qu'à la politique, néanmoins sa principale efficacité morale a toujours inévitablement dépendu de son existence politique; en sorte que nous devons d'abord déterminer convenablement les vrais attributs politiques de ce dernier régime théologique. Dans cette importante détermination, comme en tout le reste d'un tel examen historique, nous sommes spontanément dispensés de la distinction générale qu'il a fallu établir, au chapitre précédent, entre l'appréciation abstraite des diverses propriétés essentielles du système correspondant et l'analyse successive des différens modes nécessaires de sa réalisation effective; ce qui doit ici heureusement permettre d'abrégier beaucoup notre opération actuelle, sans nuire aucunement à notre but principal. Car, malgré la conformité remarquable de toutes les formes du monothéisme, comparées, non-seulement quant aux dogmes théologiques, mais même quant aux préceptes

moraux, sans excepter ni le mahométisme, ni ce qu'on appelle si mal à propos le catholicisme grec, c'est uniquement au vrai catholicisme, justement qualifié de romain, que devait appartenir l'accomplissement suffisant, en Europe occidentale, des propriétés caractéristiques du régime monothéique, dont nous n'aurons ainsi à examiner spécialement aucun autre mode réel (1). Enfin, comme l'introduction fondamentale d'un pouvoir spirituel entièrement distinct et pleinement indépendant du pouvoir temporel a certainement constitué, au moyen-âge, le principal attribut d'un tel système politique, nous devons procéder, avant tout, à l'appréciation sommaire de cette grande

(1) La dénomination de catholicisme me semble, à tous égards, préférable à celle de christianisme; non-seulement comme bien plus expressive, pour distinguer nettement le vrai régime monothéique de toutes les organisations vagues, socialement impuissantes ou même dangereuses, avec lesquelles on l'a trop souvent confondu, mais surtout comme beaucoup plus rationnelle, en ce que, sans rappeler, ainsi que les noms de mahométisme, de bouddhisme, etc., aucun fondateur individuel, elle se rapporte directement à ce grand attribut d'universalité qui caractérise essentiellement l'organisation spirituelle, quoiqu'il n'ait pu toutefois être réalisé que très imparfaitement par le catholicisme proprement dit, dont l'exacte appréciation ne saurait être mieux dirigée que d'après un tel principe général. Chacun sait certainement encore ce que c'est qu'un catholique; tandis qu'aucun bon esprit ne saurait aujourd'hui se flatter de comprendre ce que c'est qu'un chrétien, qui pourrait indifféremment appartenir à l'une quelconque des mille nuances incohérentes qui séparent le luthérien primitif du pan-déiste actuel.

création sociale, d'où nous passerons ensuite aisément au vrai jugement général de l'organisation temporelle correspondante.

Le monothéisme doit, par sa nature, toujours tendre nécessairement à provoquer cette modification radicale de l'ancien organisme social, en permettant, et même déterminant, une suffisante uniformité de croyances, susceptible de comporter l'extension d'un même système théologique à des populations assez considérables pour ne pouvoir être long-temps réunies sous un seul gouvernement temporel; d'où résulte, chez la classe sacerdotale, un accroissement simultané de consistance et de dignité, susceptible de servir de fondement à son indépendance politique, qui était incompatible avec l'inévitable dispersion des influences religieuses sous le régime polythéique, comme je l'ai déjà noté au chapitre précédent. Mais, malgré cette tendance caractéristique, il a fallu une longue et pénible élaboration de conditions diverses pour que le monothéisme pût enfin réaliser, dans une société convenablement préparée, un tel perfectionnement de l'organisation primitive, qui n'a vraiment commencé à devenir immédiatement possible, ainsi que je l'ai expliqué, que par le concours fondamental du développement graduel de la puissance romaine

avec celui de la philosophie grecque. Nous avons même reconnu que cette philosophie ne se fit jamais une juste idée du véritable but social vers lequel, à son insu, tendait finalement son essor spontané, puisque, dans ses efforts opiniâtres pour constituer une puissance spirituelle, elle n'avait aucunement en vue d'établir, entre les deux pouvoirs, une division rationnelle, encore trop incompatible avec le génie politique de l'antiquité; mais elle poursuivait essentiellement une pure utopie, aussi dangereuse que chimérique, en préconisant, comme type social, une sorte de théocratie métaphysique, qui eût transporté aux philosophes la concentration générale des affaires humaines. Cependant, toutes les utopies quelconques, surtout quand elles résultent d'un concours aussi unanime et aussi continu, non-seulement indiquent nécessairement un certain besoin social, plus ou moins confusément apprécié, mais aussi l'imminence plus ou moins prochaine d'une certaine modification politique destinée à y satisfaire: car, dans ses rêves même les plus hardis, l'esprit humain ne saurait s'écarter indéfiniment de la réalité, et ses libres spéculations sont même effectivement encore plus limitées dans l'ordre politique que dans aucun autre, vu la complication supérieure des phénomènes; en sorte que,

après l'accomplissement de chaque phase sociale, on peut ordinairement reconnaître l'anticipation constante de conceptions utopiques long-temps accréditées, qui en présentaient d'avance le principal caractère, quoique profondément déguisé, et même altéré, par son inévitable mélange avec des notions plus ou moins contraires aux lois fondamentales de notre nature, individuelle ou sociale. Aussi peut-on aisément constater ici que l'institution du catholicisme a essentiellement réalisé, au moyen-âge, autant que le permettait alors l'état mental de l'humanité, ce qu'il y avait, au fond, de pleinement utile et à la fois vraiment praticable dans l'ensemble des conceptions politiques des diverses écoles philosophiques, en adoptant de chacune d'elles, avec une éminente sagesse, les attributs trop exclusifs dont elle s'honorait, et en repoussant spontanément tous les projets absurdes ou nuisibles qui dénatureraient radicalement leur application sociale; malgré l'injuste accusation, encore trop souvent adressée au système catholique, d'avoir également tendu à constituer une pure théocratie, dont nous reconnaitrons bientôt, sans la moindre incertitude, l'incompatibilité nécessaire avec le véritable esprit fondamental d'un tel régime.

Quoique l'intelligence doive nécessairement

exercer une influence de plus en plus prononcée sur la conduite générale des affaires humaines, individuelles ou sociales, sa suprématie politique, rêvée par les philosophes grecs, n'en constitue pas moins une pure utopie, directement contraire, comme je l'ai déjà noté au chapitre précédent, à l'économie réelle de notre nature cérébrale, où la vie mentale est habituellement si peu énergique comparativement à la vie affective. Nul pouvoir humain, même le plus grossier et le moins étendu, ne saurait, sans doute, entièrement se passer d'appui spirituel, puisque ce qu'on nomme, en politique, une force proprement dite, ne peut résulter que d'un certain concours d'individualités, dont la formation spontanée suppose inévitablement l'existence préalable, non-seulement de quelques sentimens communs, mais aussi d'opinions suffisamment convergentes, sans lesquelles la moindre association ne pourrait persister, reposât-elle même sur une suffisante conformité d'intérêts. Cependant, il n'en reste pas moins incontestable que le principal ascendant social ne saurait jamais appartenir à la plus haute supériorité mentale, à la fois trop peu comprise et trop mal appréciée pour obtenir ordinairement du vulgaire un juste degré d'admiration et de reconnaissance. La masse des hommes, essentiellement des-

tinée à l'action, sympathise nécessairement bien davantage avec les organisations médiocrement intelligentes, mais éminemment actives, qu'avec les natures purement spéculatives, malgré leur intime prééminence spirituelle, d'ailleurs habituellement méconnue, à raison même de sa trop grande élévation. En outre, la reconnaissance universelle doit spontanément préférer les services immédiatement susceptibles de satisfaire à l'ensemble des besoins humains, parmi lesquels ceux de l'intelligence, quelle que soit leur incontestable réalité, sont certes fort loin d'occuper communément le premier rang, comme je l'ai établi au troisième volume de ce Traité. Il n'est pas douteux que les plus grands succès pratiques, militaires ou industriels, exigent, par leur nature, beaucoup moins de force intellectuelle que la plupart des travaux théoriques d'une certaine importance, sans aller même jusqu'aux plus éminentes spéculations, esthétiques, scientifiques, ou philosophiques; et cependant ils inspireront toujours, non-seulement un intérêt plus vif et une plus parfaite gratitude, mais aussi une estime mieux sentie et une plus profonde admiration. Quels que soient, en réalité, dans la vie humaine, individuelle et surtout sociale, les immenses bienfaits de l'intelligence, dont dépend essentiellement, en dernier ressort, le progrès con-

tinu de l'humanité, cependant la participation spirituelle est, en chaque résultat ordinaire, trop indirecte, trop lointaine et trop abstraite, pour jamais être convenablement appréciée; si ce n'est d'après une analyse plus ou moins difficile, que l'immense majorité des hommes, même éclairés, ne saurait spontanément opérer avec assez de netteté et de promptitude pour laisser naître une soudaine impression d'enthousiasme, aucunement comparable à l'énergique saisissement déterminé si souvent par les services spéciaux et immédiats de l'activité pratique, quoique moins importants, au fond, comme moins difficiles. Jusqu'au sein de la science et de la philosophie, les conceptions les plus générales, surtout celles qui se rapportent directement à la méthode, malgré leur supériorité finale, non-seulement quant au mérite intrinsèque, mais aussi quant à l'utilité effective, lors même qu'elles ne sont point long-temps dédaignées, n'attirent presque jamais à leurs sublimes créateurs autant de considération personnelle que les découvertes d'un ordre inférieur; comme l'ont si douloureusement éprouvé, à tous les âges de l'humanité, les principaux organes de la grande évolution mentale, les Aristote, les Descartes, les Leibnitz, etc. Rien n'est plus propre, sans doute, qu'une telle appréciation à vérifier directement l'absurdité radicale de ce

prétendu règne absolu de l'esprit, tant poursuivi par les philosophes grecs et par leurs imitateurs modernes; puisqu'on peut ainsi clairement sentir que, sous l'influence réelle d'un tel principe social, en apparence si séduisant, la plus grande autorité politique, alors trop aisément usurpée par de médiocres mais prudentes intelligences, ne pourrait aucunement appartenir aux plus éminens penseurs, dont la supériorité caractéristique n'est presque jamais convenablement appréciable qu'après l'entière cessation de leur noble mission, et qui ne peuvent être habituellement soutenus, dans l'énergique persévérance de leur admirable dévouement spontané, que par la conviction, profonde mais personnelle, de leur intime prééminence, et par le sentiment inébranlable de leur inévitable influence ultérieure sur les destinées générales de l'humanité. Ces notions, capitales quoique élémentaires, de statique sociale, directement déduites d'une exacte connaissance de notre nature fondamentale, peuvent être d'ailleurs accessoirement corroborées, avec une véritable utilité, par la considération spéciale de l'extrême brièveté de notre vie, dont j'ai déjà signalé, au cinquante-unième chapitre, l'influence générale sur l'imperfection nécessaire de notre organisme politique. On conçoit aisément, en effet,

qu'une plus grande longévité, sans remédier aucunement à l'infirmité radicale de notre économie, tendrait certainement à permettre, dans l'hypothèse que nous examinons, un meilleur classement social des intelligences, en multipliant davantage les cas, réellement si rares, où les penseurs du premier ordre peuvent, après un développement suffisant, être convenablement appréciés pendant leur vie, et avant que leur génie soit essentiellement éteint.

Au premier aspect, l'existence générale des théocraties antiques semble directement constituer une exception, unique mais capitale, à la nécessité fondamentale que nous venons d'établir, puisque la supériorité intellectuelle y paraît former immédiatement, du moins à l'origine, la source générale de la principale autorité politique. Toutefois, sans revenir, à ce sujet, sur les explications spéciales du chapitre précédent, il est évident que cette sorte d'anomalie, au fond beaucoup plus apparente que réelle, a nécessairement dépendu d'un concours singulier d'influences diverses, dont la reproduction n'a plus été possible à aucun âge ultérieur de l'évolution humaine. Car, outre la plus intense participation des terreurs religieuses, on peut voir aisément que ce qui, en cette organisation pri-

mordiale, se rapportait véritablement à la suprématie politique de l'intelligence, à principalement tenu, d'abord à l'impression toute puissante, non susceptible de renouvellement, que devait alors produire le spectacle habituel des premiers résultats utiles de l'essor spirituel, et surtout ensuite à la tendance éminemment pratique des opérations mentales correspondantes, en vertu de cette concentration fondamentale des diverses fonctions sociales que nous avons vue caractériser si distinctement l'empire de la caste sacerdotale, dont les travaux spéculatifs, strictement réduits d'ordinaire au peu qu'exigeait le maintien journalier de son autorité, étaient essentiellement absorbés par le développement habituel de son activité usuelle, soit médicale, soit administrative, soit même industrielle, etc., à laquelle cette caste se faisait gloire de subordonner directement toute autre occupation plus abstraite. Ainsi, le mérite purement intellectuel y était certainement fort loin de constituer, en réalité, le fondement essentiel de la prééminence sociale; ce qui d'ailleurs serait immédiatement contraire à la nature d'un régime où toutes les fonctions quelconques étaient nécessairement héréditaires, bien que cette hérédité n'eût pas encore les inconvénients radicaux qu'elle a dû entraîner depuis; comme je l'ai ex-

pliqué au chapitre précédent. Quand le caractère vraiment spéculatif a commencé à devenir nettement prononcé, ce qui n'a pu d'abord se développer que chez les philosophes grecs, chacun sait si la classe éminemment pensante a jamais possédé en effet la prépondérance politique, toujours si vainement poursuivie par ses efforts persévérans.

Il est donc évident que, bien loin de pouvoir directement dominer la conduite réelle de la vie humaine, individuelle ou sociale, l'esprit est seulement destiné, dans la véritable économie de notre invariable nature, à modifier plus ou moins profondément, par une influence consultative ou préparatoire, le règne spontané de la puissance matérielle ou pratique, soit militaire, soit industrielle. Or, en considérant sous un autre aspect cette irrécusable nécessité, on la trouvera certainement beaucoup moins fâcheuse que ne doit d'abord le faire supposer un examen peu approfondi; car, les mêmes causes générales qui l'imposent comme inévitable, la mettent aussi en suffisante harmonie permanente avec l'ensemble de nos vrais besoins essentiels. En premier lieu, la justice souffre réellement bien moins d'un tel arrangement général que ne le font communément présumer les plaintes exagérées, trop souvent amères et même déclamatoires, de la plupart

des philosophes sur la prétendue imperfection radicale du classement social, qui, d'ordinaire, est essentiellement conforme aux plus impérieuses prescriptions de notre immuable nature. Les mémorables réflexions de Pascal à ce sujet, quoique attribuées vulgairement à une intention profondément ironique, ne constituent au fond qu'une exacte appréciation générale de l'indispensable nécessité d'une semblable disposition élémentaire pour le maintien journalier de l'harmonie sociale, qui serait continuellement troublée par d'inconciliables prétentions, dont le jugement, trop lent et trop difficile, serait très fréquemment illusoire, comme nous venons de le voir, si le principe spécieux de la supériorité mentale pouvait seul déterminer souverainement les rangs effectifs. Cet ordre réel tant décrié revient, au fond, à prendre pour base habituelle d'estimation politique la considération directe de l'utilité spéciale et immédiate, individuelle ou sociale. Or, quoiqu'un tel principe soit certainement fort étroit, et bien que sa prépondérance exclusive doive être justement regardée comme très oppressive et éminemment dangereuse, il n'en constitue pas moins, par sa nature, le seul fondement solide de tout véritable classement humain. Dans la vie sociale, en effet, presque autant que dans la vie individuelle, la raison

est ordinairement beaucoup plus nécessaire que le génie; excepté en quelques occasions capitales, mais extrêmement rares, où la masse générale des idées usuelles a besoin d'une élaboration nouvelle ou d'une impulsion spéciale, qui, une fois accomplies par l'intervention déterminée de quelques éminens penseurs, suffiront long-temps aux exigences journalières de l'application réelle: comme le montre clairement l'examen attentif de chacune des phases importantes de notre développement, où, après une suspension, momentanée mais indispensable, de sa prépondérance habituelle, le simple bon sens reprend spontanément les rênes du gouvernement humain. Autant le génie spéculatif est seul capable de préparer convenablement, par ses méditations abstraites, les divers changemens essentiels qui doivent successivement s'opérer, autant il est, de sa nature, radicalement impropre à la direction journalière des affaires communes: en sorte que le mot célèbre du grand Frédéric sur l'incapacité politique des philosophes, bien loin de devoir être regardé comme une injuste dérision, n'indique réellement qu'une profonde appréciation, aussi judicieuse qu'énergique, des vraies conditions élémentaires de toute économie sociale. Les considérations spéculatives sont et doivent être, par leur nature,

trop abstraites, trop indirectes, et trop lointaines pour que les esprits vraiment contemplatifs puissent jamais devenir les plus propres au gouvernement usuel, où, presque toujours, il s'agit surtout d'opérations spéciales, immédiates, et actuelles; et, à cet égard, les dispositions morales concourent pleinement avec les conditions mentales, puisque le caractère éminemment penseur est et doit être, de toute nécessité, peu soucieux de la réalité présente et détaillée, ce qui, au contraire, constituerait certainement une tendance très vicieuse dans la conduite ordinaire des affaires humaines, individuelles ou sociales: or, d'un autre côté, les intelligences essentiellement philosophiques ne sauraient être condamnées à se tenir constamment au point de vue pratique, sans que leur essor propre ne devint, par cela seul, au grand préjudice de l'humanité, radicalement impossible, comme il arrive spontanément sous le régime purement théocratique. On peut, d'ailleurs, accessoirement ajouter, à titre de motif intellectuel secondaire, que les philosophes, même parmi les plus élevés, ont été jusqu'ici trop souvent entraînés à s'écarter involontairement de l'esprit d'ensemble, principal attribut du vrai génie politique: malgré leurs efforts ordinaires pour assurer la plénitude et la généralité de vues

dont ils se glorifient principalement, ils sont fréquemment sujets à un genre particulier de rétrécissement mental, qui consiste à poursuivre très loin l'examen abstrait d'un seul aspect social, en négligeant essentiellement presque tous les autres, dans les cas mêmes où la saine décision doit directement dépendre de leur sage pondération mutuelle; disposition qui, déjà très nuisible dans l'ordre théorique, peut devenir extrêmement dangereuse dans l'ordre pratique. Quant au très petit nombre de ceux qui, selon la vocation caractéristique de la vraie philosophie, ne perdent jamais de vue, dans leurs spéculations diverses, la considération convenable de l'ensemble réel, ceux-là, que la philosophie positive devra spontanément rendre un jour beaucoup moins rares, ne se plaignent point que la suprême domination des affaires humaines n'appartienne pas à la philosophie, parce qu'ils savent s'expliquer pleinement l'impossibilité, et même le danger, de cette utopie grecque, dont l'interrègne intellectuel a permis le renouvellement moderne, en rouvrant le cours des divagations politiques, comme je l'indiquerai au chapitre suivant. Ainsi, l'humanité ne saurait certainement trop honorer, en tant que premiers organes nécessaires de ses principaux progrès, ces intelligences exceptionnelles

qui, entraînées par une impérieuse destination spéculative, esthétique, scientifique, ou philosophique, consacrent noblement leur vie à penser pour l'espèce entière; elle ne peut sans doute entourer de trop de sollicitude ces précieuses existences, si difficiles à remplacer, et qui constituent, pour toute notre race, la plus importante richesse; elle ne saurait enfin trop s'empresse de seconder leurs éminentes fonctions, soit en offrant à leurs travaux toutes les facilités convenables, soit en se disposant elle-même à subir pleinement leur vivifiante influence: mais elle doit néanmoins éviter soigneusement de leur confier jamais la direction souveraine de ses affaires journalières, à laquelle leur nature caractéristique les rend, de toute nécessité, essentiellement impropres.

Telles seraient donc, à cet égard, les indications fondamentales de la saine raison, à ne considérer même que les simples motifs d'aptitude, et en supposant d'abord que ce prétendu règne de l'esprit pût rester suffisamment compatible avec l'essor réel de l'activité intellectuelle. Or, il est maintenant aisé de reconnaître que, par une suite nécessaire de notre extrême imperfection mentale, cette chimérique domination, outre ses conséquences directement perturbatrices pour

la vie pratique de l'humanité, tendrait inévitablement à tarir, jusque dans sa source la plus pure, le cours général de nos progrès, en atrophiant de plus en plus ce même développement spéculatif, auquel on aurait ainsi imprudemment tenté de tout subordonner. En effet, il n'y a point, dans l'ensemble de la philosophie naturelle, de principe plus général et plus évident que celui qui nous indique, au moral comme au physique, et même encore davantage, l'indispensable besoin des obstacles convenables pour permettre l'essor réel de forces quelconques. Cette insurmontable nécessité doit être, dans l'ordre social, d'autant plus prononcée qu'il s'agit de forces spontanément douées d'une moindre énergie propre; et par conséquent cet important principe doit devenir éminemment applicable à la force intellectuelle, la moins intense, sans aucun doute, de toutes nos facultés caractéristiques, et qui, chez la plupart des hommes, ne sollicite, par elle-même, presque aucun développement direct, aspirant le plus souvent, au contraire, à une sorte de repos absolu, aussitôt après le moindre exercice soutenu. L'examen journalier de la vie individuelle confirme clairement que l'activité mentale n'y est habituellement entretenue que par l'exigence continue des divers besoins humains,

dont l'immédiate satisfaction n'est point heureusement possible sans efforts durables; et cette activité s'amortit essentiellement sous l'influence, suffisamment prolongée, de circonstances trop favorables; ou, du moins, elle dégénère alors en un vague et stérile exercice, dont l'utilité réelle est fort douteuse, et qui n'est ordinairement stimulé que par les frivoles excitations d'une vanité puérile. Chez les esprits vraiment spéculatifs, l'essor mental persiste éminemment, et même avec beaucoup plus d'efficacité, soit individuelle, soit sociale, après que ce grossier aiguillon primordial a cessé de se faire sentir; mais c'est surtout parce que l'économie effective de la société vient y substituer spontanément une plus noble impulsion habituelle, en leur inspirant inévitablement une légitime tendance vers un ascendant social, qui, de toute nécessité, se dérobe sans cesse à leur infatigable poursuite: et telle est, en effet, la vraie source générale des plus admirables efforts intellectuels. Or, il est évident que cette source précieuse serait directement menacée d'un prochain et irréparable épuisement, si l'intelligence pouvait réellement parvenir à cette vaine suprématie politique dont nous considérons ici le principe idéal. Destiné à lutter, et non à régner, l'esprit n'est point spontanément

assez énergique, même chez les plus heureux organismes, pour résister long-temps à l'influence délétère d'un semblable triomphe: il tendrait nécessairement vers une funeste atrophie graduelle, comme manquant à la fois de but et d'impulsion, aussitôt que, loin d'avoir à modifier un ordre indépendant de lui, et résistant sans cesse à son action, il n'aurait plus essentiellement qu'à contempler avec admiration l'ordre dont il serait le créateur et l'arbitre. Ainsi radicalement détournée de son véritable office, l'intelligence, au lieu de s'occuper noblement, selon sa nature, à préparer convenablement la satisfaction générale des divers besoins individuels ou sociaux, ne conserverait bientôt qu'une activité essentiellement corruptrice, uniquement vouée à raffermir, contre les plus justes attaques, le maintien continu de cette monstrueuse domination, suivant la marche finale de toutes les théocraties proprement dites. Cette déplorable issue générale deviendrait naturellement d'autant plus imminente; que, dans une telle hypothèse, nous avons déjà reconnu que le principal pouvoir serait nécessairement loin d'appartenir d'ordinaire aux plus éminentes intelligences: or, l'esprit, dénué de bienveillance et de moralité, comme il l'est si souvent chez les penseurs médiocres, n'est certainement que trop enclin à utiliser ses fa-

cultés pour un simple but d'égoïsme systématique, lors même qu'il n'a point à maintenir à tout prix sa propre suprématie sociale. L'antipathie profonde et l'infatigable envie, qui ont tant poursuivi presque tous les émineus génies spéculatifs dont notre espèce s'honorera sans cesse, n'ont point essentiellement émané de la masse vulgaire, spontanément disposée, au contraire, envers eux à une admiration sincère quoique stérile : elles ne sont pas même venues le plus souvent des pouvoirs politiques proprement dits, qui, en tout temps, malgré la crainte naturelle d'une certaine rivalité d'ascendant social, se sont si fréquemment glorifiés d'avoir protégé leur essor mental : c'est surtout du sein même de la classe contemplative qu'ont habituellement surgi ces ignobles et odieuses entraves, suscitées instinctivement au génie par la jalouse médiocrité d'impuissans concurrents, qui ne peuvent concevoir d'autre moyen efficace de maintenir une prépondérance usurpée que d'empêcher, à l'aide d'obstacles quelconques, le plein développement de toute supériorité réelle, dont eux seuls se sentent d'ordinaire intimement blessés. Rien n'est plus propre, sans doute, que cette triste mais irrécusable observation à vérifier directement combien serait, de toute nécessité, éminemment fatale au libre élan

de l'intelligence humaine cette chimérique utopie du règne de l'esprit, si follement poursuivie par la plupart des philosophes grecs, à la seule exception capitale du grand Aristote, et si irratiounellement reproduite par tant d'imitateurs modernes, qui ne sauraient avoir, comme eux, l'excuse fondamentale d'un état social toujours caractérisé par la confusion élémentaire de tous les divers pouvoirs. Car, il est évident que, bien loin d'avoir ainsi vraiment constitué la suprématie sociale de l'intelligence, on n'aurait dès lors réalisé qu'un régime où tous les efforts principaux de la classe souveraine seraient bientôt concentrés spontanément, à la manière des théocraties dégénérées, vers la plus intense compression possible de tout développement mental chez la masse des sujets, afin que leur abrutissement général pût permettre le maintien indéfini d'une autorité spirituelle, qui, privée de stimulation suffisante, se serait inévitablement abandonnée à l'imminente apathie que notre faible nature spéculative tend sans cesse à produire et à enraciner de plus en plus. Si, malgré d'injustes accusations, les pouvoirs n'ont point ordinairement tendu, en réalité, à empêcher systématiquement l'essor intellectuel, c'est précisément, entre autres motifs, parce que la vraie prépondérance politique n'était point

conçue comme susceptible d'appartenir jamais à la supériorité mentale, dont ils ne pouvaient craindre, par suite, d'encourager directement l'essor universel.

J'ai cru devoir ici spécialement insister sur cette importante explication préliminaire, que j'aurai encore naturellement lieu de considérer subsidiairement dans un autre chapitre, à cause de l'extrême danger politique que présente aujourd'hui le spécieux sophisme général relatif au règne absolu de la capacité intellectuelle, depuis que la grande notion révolutionnaire de la confusion fondamentale des deux pouvoirs essentiels a dû provisoirement dominer, avec une si déplorable unanimité, l'ensemble réel de la philosophie politique usitée aujourd'hui, en supprimant ainsi directement toute idée spontanée du seul moyen régulier qui puisse, comme je vais l'établir, ouvrir une issue générale entre deux voies, également pernicieuses, qui conduiraient, l'une à la compression effective de l'intelligence, l'autre à sa chimérique suprématie politique. Tout vrai philosophe devrait maintenant sentir dignement combien il importe enfin de dissiper ou de prévenir autant que possible ces aberrations, que leur aspect plausible doit rendre encore plus funestes, et qui tendent immédiatement à ériger

en principe universel de perturbation sociale cette même puissance mentale qui peut seule présider désormais à la régénération radicale de l'humanité. Aussi l'indispensable digression statique que nous venons de terminer, malgré qu'elle semble d'abord nous écarter momentanément de notre but essentiel, doit-elle constituer, pour la suite entière de notre travail dynamique, une lumineuse préparation, propre à nous y éviter le plus souvent la longue et pénible considération spéciale de nombreux et importants éclaircissements : outre l'utilité, incontestable quoique accessoire, qu'elle nous offre déjà de calmer spontanément les craintes, puérides mais trop naturelles, de despotisme théocratique, que doit inévitablement inspirer aux esprits actuels toute pensée quelconque de réorganisation spirituelle dans le système politique des sociétés modernes.

Poursuivant maintenant, d'une manière directe, le cours général de notre opération historique, nous devons concevoir la dissertation précédente comme étant ici destinée surtout à faire d'avance apprécier exactement l'ensemble de la difficulté fondamentale que le régime monothéique avait à surmonter, au moyen-âge, en ébauchant la nouvelle constitution sociale de l'élite de l'humanité. Le grand problème politique consistait alors, en

effet, tout en écartant radicalement ces dangereuses rêveries de la philosophie grecque sur la souveraineté de l'intelligence, à donner cependant une juste satisfaction régulière à cet irrésistible désir spontané d'ascendant social, si énergiquement manifesté par l'activité spéculative, pendant la suite de siècles qui venait de s'écouler depuis l'origine de son essor distinct. Car, une fois développée, cette nouvelle puissance ne pouvait manquer de tendre instinctivement, avec une force croissante, au gouvernement général de l'humanité; et cependant elle avait toujours été, dès sa naissance, nécessairement tenue en dehors de tout ordre légal, envers lequel elle se trouvait ainsi constituée inévitablement en état d'insurrection latente, mais intime et continue, soit sous le régime grec, soit, d'une manière encore plus marquée, sous le régime romain. Il fallait donc, au lieu d'éterniser, entre les hommes d'action et les hommes de pensée, une lutte déplorable, qui devait de plus en plus consumer, en majeure partie, par une funeste neutralisation mutuelle, les plus précieux éléments de la civilisation humaine, organiser suffisamment entre eux une heureuse conciliation permanente, qui pût convertir ce vicieux antagonisme en une utile rivalité, uniformément tournée vers la meilleure satisfaction des principaux

besoins sociaux, en assignant, autant que possible, à chacune des deux grandes forces, dans l'ensemble du système politique, une participation régulière, pleinement distincte et indépendante quoique nécessairement convergente, par des attributions habituelles essentiellement conformes à sa nature caractéristique. Telle est l'immense difficulté, trop peu comprise aujourd'hui, que le catholicisme a spontanément surmontée, au moyen-âge, de la manière la plus admirable, en instituant enfin, à travers tant d'obstacles, cette division fondamentale entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, que la saine philosophie fera de plus en plus reconnaître, malgré les préjugés actuels, comme le plus grand perfectionnement qu'ait pu recevoir jusqu'ici la vraie théorie générale de l'organisme social, et comme la principale cause de la supériorité nécessaire de la politique moderne sur celle de l'antiquité. Sans doute, cette mémorable solution a été d'abord essentiellement empirique, en résultat nécessaire de l'équilibre élémentaire que j'ai caractérisé au chapitre précédent; et sa véritable conception philosophique n'a pu naître que long-temps après, de l'examen même des faits accomplis: mais il n'y a rien là qui ne doive être jusqu'ici radicalement commun à toutes les grandes solutions.

politiques réelles, puisque la politique vraiment rationnelle, utilement susceptible de diriger ou d'éclairer le cours graduel des opérations actives, n'a pu encore, comme je l'ai expliqué, nullement exister. En outre, la nature, inévitablement théologique, de la seule philosophie qui pût alors servir de principe à une telle institution, a dû en altérer profondément le caractère, et même en diminuer beaucoup l'efficacité, en la faisant participer, de toute nécessité, à la destinée purement provisoire d'une semblable philosophie, dont l'antique suprématie intellectuelle devait de plus en plus décroître irrévocablement, surtout à partir même de cette époque, ainsi que nous le reconnaitrons bientôt : cette corrélation générale constitue, en effet, la principale cause de la répugnance, passagère mais énergique, qu'éprouvent nos esprits modernes pour cette précieuse création du génie politique de l'humanité, qui cependant, une fois accomplie sous une forme quelconque, ne pouvait plus être entièrement perdue, quel que fût le sort ultérieur de sa première base philosophique, et devait implicitement pénétrer les mœurs et les idées de ceux même qui la repoussaient le plus systématiquement, jusqu'à ce que, rationnellement reconstruite d'après une philosophie plus parfaite et plus durable, elle puisse désormais

constituer, dans un prochain avenir, le principal fondement de la réorganisation moderne, comme je l'expliquerai au cinquante-septième chapitre. Il est clair d'ailleurs que les attributions religieuses de la classe spéculative, vu l'importance prépondérante qui devait naturellement leur appartenir tant que les croyances ont suffisamment persisté, tendaient directement à dissimuler, et même à absorber, ses fonctions intellectuelles, et même morales : la direction sociale des esprits et des cœurs ne pouvait, par elle-même, inspirer, si ce n'est à titre de moyen, qu'un intérêt fort accessoire, en comparaison du salut éternel des âmes ; en sorte que le but chimérique devait, à beaucoup d'égards, nuire gravement à l'office réel. Enfin, l'autorité presque indéfinie dont la foi armait spontanément, de toute nécessité, les interprètes exclusifs des volontés et des décisions divines, ne pouvait manquer d'encourager continuellement, chez la puissance ecclésiastique, les exagérations abusives, et même les vicieuses usurpations, auxquelles son ambition naturelle ne devait être déjà que trop spécialement disposée, par suite du caractère essentiellement vague et absolu de ses doctrines fondamentales, qui n'était même contenu par aucune conception rationnelle sur la circonscription générale des différens

pouvoirs humains. Néanmoins, tous ces divers inconvéniens majeurs, évidemment inévitables en un tel temps et avec de tels moyens, n'ont profondément inflé que sur la décadence éminentement prochaine et rapide d'une telle constitution, comme on le sentira ci-dessous : ils ont beaucoup troublé l'opération principale, mais sans la faire réellement avorter, soit quant à son immédiate destination générale pour le progrès correspondant de l'évolution humaine, soit quant à l'influence indestructible d'un semblable précédent pour le perfectionnement ultérieur de l'organisme social ; double aspect sous lequel maintenant nous devons procéder directement à son appréciation sommaire. La destination et les limites de cet ouvrage ne sauraient ici me permettre, à cet égard, qu'une ébauche très imparfaite, où je n'espère point de pouvoir faire convenablement passer dans l'esprit du lecteur la profonde admiration dont l'ensemble de mes méditations philosophiques m'a depuis long-temps pénétré envers cette économie générale du système catholique au moyen-âge, que l'on devra concevoir de plus en plus comme formant jusqu'ici le chef-d'œuvre politique de la sagesse humaine (1) ; mais

(1) Je suis né dans le catholicisme : mais ma philosophie est certes assez caractérisée désormais pour que personne ne puisse attribuer

je suis évidemment contraint de renvoyer, sur ce grand sujet, tous les développemens principaux au *Traité spécial de philosophie politique* que j'ai déjà plusieurs fois annoncé, en me bornant actuellement, pour ainsi dire, à de simples assertions méthodiques, que chaque lecteur devra lui-même vérifier, suivant l'avis universel placé à la fin du chapitre précédent (1). On peut vraiment dire aujourd'hui, sans aucune exagération, que le catholicisme n'a pu être encore philosophiquement jugé, puisqu'il n'a jamais dû être examiné que par d'absolus paucyriques, plus ou moins

à un tel accident ma prédilection systématique pour le perfectionnement général que l'organisme social a reçu, au moyen-âge, sous l'ascendant politique de la philosophie catholique. A vrai dire, il y aurait, je crois, d'importans avantages à concentrer aujourd'hui les discussions sociales entre l'esprit catholique et l'esprit positif, les seuls qui puissent maintenant lutter avec fruit, comme tendant tous deux à établir, sur des bases différentes, une véritable organisation ; en éliminant, d'un commun accord, la métaphysique protestante, dont l'intervention ne sert plus qu'à engendrer de stériles et interminables controverses, radicalement contraires à toute saine conception politique. Mais l'universelle infiltration, même chez les meilleurs esprits actuels, de cette vaine et versatile philosophie, et aussi la manière beaucoup trop étroite dont le catholicisme est maintenant compris par ses plus éminens partisans, ne me permettent guère d'espérer une telle amélioration réelle, lors même que l'école positive, jusqu'ici essentiellement réduite à moi seul, serait déjà, en politique, suffisamment formée.

(1) En attendant cette publication ultérieure, les lecteurs qui désireraient immédiatement, à ce sujet, des explications plus directes et plus étendues, que je ne puis indiquer ici, pourraient utilement consul-

condamnés à son égard à une sorte de fanatisme inévitable, ou par d'aveugles détracteurs, qui n'en pouvaient nullement apercevoir la haute destination sociale. C'est à l'école positive proprement dite, quelque étrange que cette qualité puisse d'abord sembler en elle, qu'il devait exclusivement appartenir de porter enfin sur le catholicisme un jugement équitable et définitif, en appréciant dignement, d'après une saine théorie générale, son indispensable participation réelle à l'évolution fondamentale de l'humanité. Aussi dégagée personnellement des croyances monothéiques que des croyances polythéiques ou fétichiques, cette école pourra seule apporter une impartialité éclairée dans l'exacte détermination de leurs diverses influences successives sur l'ensemble de nos destinées; puisque les institutions capitales, comme les hommes supérieurs, et même bien davantage, ne sauraient devenir pleinement jugeables qu'après

ter mon travail, déjà cité, sur le pouvoir spirituel, inséré, au commencement de 1826, dans un recueil hebdomadaire intitulé *le Producteur*, et spécialement la dernière partie de ce travail, appartenant au n° 21 de ce recueil. Quoique j'y eusse surtout en vue le pouvoir spirituel moderne, et non celui du moyen-âge, on y trouve cependant une analyse rationnelle des diverses attributions fondamentales d'un tel pouvoir, qui peut contribuer à éclaircir, sous ce rapport, l'ensemble actuel de notre appréciation historique.

l'entier accomplissement de leur principale mission.

Le génie, éminemment social, du catholicisme a surtout consisté, en constituant un pouvoir purement moral distinct et indépendant du pouvoir politique proprement dit, à faire graduellement pénétrer, autant que possible, la morale dans la politique, à laquelle jusque alors la morale avait toujours été, au contraire, comme je l'ai expliqué au chapitre précédent, essentiellement subordonnée : et cette tendance fondamentale, à la fois résultat et agent du progrès continu de la sociabilité humaine, a nécessairement survécu à l'inévitable décadence du système qui en avait dû être le premier organe général, de manière à caractériser, avec une énergie incessamment croissante, malgré les diverses perturbations accessoires ou passagères, plus profondément qu'aucune autre différence principale, la supériorité radicale de la civilisation moderne sur celle de l'antiquité. Dès sa naissance, et long-temps avant que sa constitution propre pût être suffisamment formée, la puissance catholique avait pris spontanément une attitude sociale aussi éloignée des folles prétentions politiques de la philosophie grecque que de la dégradante servilité de l'esprit théocratique, en prescrivant directement, de son autorité sacrée, la soumission constante envers tous les gou-